

AMNESTY INTERNATIONAL

DÉCLARATION PUBLIQUE

Index AI : ASA 25/004/2012
AILRC-FR
29 juillet 2012

Corée du Sud. Une nouvelle réglementation va accroître le risque d'exploitation des travailleurs migrants

Amnesty International appelle le ministère sud-coréen du Travail à ne pas introduire une nouvelle réglementation relative aux permis de travail qui réduira considérablement la possibilité pour les travailleurs migrants de changer d'emploi.

En vertu de la Mesure pour l'amélioration du changement d'emploi des travailleurs étrangers et la prévention des interventions de courtage, qui doit prendre effet le 1^{er} août, les travailleurs migrants à la recherche d'un nouvel emploi n'auront plus accès à une liste d'employeurs potentiels. Désormais, le ministère du Travail fournira uniquement aux employeurs une liste de migrants à la recherche d'un emploi. Si ces derniers ne sont pas recrutés dans les trois mois, ils perdront leur visa de travail et risqueront ainsi d'être arrêtés, incarcérés et expulsés.

Par conséquent, il leur sera plus difficile de changer d'emploi car tout refus « sans raison rationnelle » entraînera leur radiation de la liste des demandeurs d'emploi pour deux semaines. Amnesty International craint que ces changements ne découragent les travailleurs migrants de quitter un emploi dans lequel ils sont exploités et ne forcent nombre d'entre eux à accepter un travail pour éviter la sanction.

« La nouvelle politique sud-coréenne fait pencher encore davantage la balance du côté des employeurs abusifs en pénalisant injustement les travailleurs migrants qui souhaitent changer d'emploi, a expliqué Norma Kang Muico, spécialiste des droits des migrants dans la région Asie-Pacifique à Amnesty International. Afin de travailler de manière continue, ces derniers sont davantage susceptibles d'accepter les mauvaises conditions de travail, les abus et l'exploitation que les travailleurs sud-coréens. »

La nouvelle mesure fait suite à une modification du système des permis de travail, entrée en vigueur début juillet, par laquelle les travailleurs migrants sont autorisés à faire renouveler leur visa pour une période supplémentaire de quatre ans et 10 mois, à condition de ne pas avoir changé d'emploi précédemment. En Corée du Sud, des groupes de migrants ont fait part de leur inquiétude quant au fait que ces deux dispositions allaient faire subir une pression extrême aux travailleurs migrants en les poussant à demeurer auprès de leur premier employeur, même s'ils sont exploités.

Les recherches d'Amnesty International ont démontré que les conditions restreignant le changement d'emploi dissuadaient véritablement les travailleurs migrants de dénoncer les abus dont ils sont victimes, comme le non-paiement ou le paiement tardif de leurs salaires ou avantages, les mesures de sécurité insuffisantes et la violence physique ou sexuelle.

Amnesty International craint que les politiques du ministère du Travail concernant les travailleurs migrants ne compromettent de plus en plus les droits humains de ces personnes. De même, l'Organisation internationale du travail (OIT) a attiré à maintes reprises l'attention sur le fait que les travailleurs soumis au système des permis étaient exposés à la discrimination et aux abus, en particulier s'il n'existe pas de garanties suffisantes pour les protéger lorsque leurs employeurs bafouent leurs droits.

« Le gouvernement est tenu de protéger les droits des travailleurs soumis au système des permis mais, au lieu de cela, il a mis en place des politiques draconiennes qui risquent de faire des migrants une main-d'œuvre docile acceptant les abus et l'exploitation, a ajouté Norma Kang Muico. L'égalité entre les migrants et les citoyens coréens en matière de droits du travail, inscrite dans la Constitution, est tout simplement inexistante dans la pratique. »

Amnesty International exhorte le ministère du Travail à s'abstenir d'introduire la Mesure pour l'amélioration du changement d'emploi des travailleurs étrangers et la prévention des interventions de courtage et à modifier la Loi relative au système des permis de travail afin que les travailleurs migrants puissent plus aisément quitter leur emploi et en trouver un autre, en supprimant les restrictions et les mesures dissuasives destinées à empêcher ces personnes de changer d'emploi, l'autorisation de l'employeur préalable à tout changement d'emploi et la limite de temps pour l'obtention d'un nouvel emploi.